

# Des médicaments contre l'injustice

Nous vivons des temps bien particuliers où le «prêt-à-penser» esquive superbement l'arme de la critique. Il en est ainsi des neurosciences, très en vogue dans le cadre du dépistage de la délinquance. Parallèlement au durcissement de la répression de la petite délinquance, dans un cadre néo-fasciste de «délits de masse», la traque des gardiens de parking et des petits vendeurs à la sauvette n'est que la partie visible d'une nouvelle équation par laquelle, partout dans le monde, la nouvelle bourgeoisie culpabilise les progénitures des hommes et des femmes qu'elle a soumis à la précarité.

Derrière le jargon médical se profile une question sociale grave : faut-il traquer les enfants instables ou bien soigner la société ?

Les milieux de la santé mentale sont, en effet, loin d'être unanimes autour de la question des «troubles de conduite» de l'enfant nourrie par les émeutes des banlieues françaises et la violence urbaine qui gagne les quartiers défavorisés de toutes les mégapoles du monde. Un phénomène qui, sans affecter les inégalités sociales, coûte cher pour la collectivité : le montant des dégâts des émeutes des banlieues françaises de l'automne 2005 est évalué à 200 millions d'euros

par la fédération française des sociétés d'assurance.

Les psychiatres français ont vivement exprimé leur colère contraignant Xavier Bertrand, ministre français de la Santé et des Solidarités, à déclarer l'échec idéologique de son clan en avouant à la tribune de l'Assemblée nationale : «Nous devons éviter les amalgames entre troubles des conduites et délinquance des mineurs.» Un recul qui vient après 180 000 signatures recueillies par la pétition «Pas de zéro de conduite» qui a circulé pour contraindre le projet de loi sur la délinquance prévoyant de dépister systématiquement les «troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent» décrits dans le rapport Inserm consacré à la question et paru en 2005.

Le rapport préconise, entre autres recommandations combattues, qu'il «serait bon de faire, dès 36 mois, un repérage d'un tempérament difficile, d'une hyperactivité et des premiers symptômes des troubles de conduite».

Nicolas Sarkozy a retiré la semaine dernière le volet santé mentale, notamment les dispositions relatives aux hospitalisations d'office, de son projet de loi de prévention de la délinquance, après une nouvelle manifestation des psychiatres devant le palais Bourbon.

Les articles 18 à 24 du projet de loi incriminée portaient sur le renforcement du rôle des maires dans les procédures d'hospitalisation d'office, c'est-à-dire contre la volonté du patient, et la création d'un fichier national de patients ayant été hospitalisés d'office en psychiatrie, créant ainsi un amalgame entre les malades et les délinquants. Catégorie de «désordre mental», introduite dans la classification DSM II depuis la fin des années 60, marquées par une forte expression politique des jeunes (rappelez-vous Mai 68), les «troubles de conduite» sont détectés par des tests de comportement (violence, mensonge, indiscipliné...) mais aussi par des critères génétiques.

«Le taux d'hérédité génétique est proche de 50% pour le trouble oppositionnel avec provocation (TOP) et de 75% pour le déficit de l'attention associé à l'hyperactivité (TDAH)», lit-on dans le rapport Inserm qui argumente sur la base d'études de jumeaux et de gènes candidats impliqués.

«Cette affirmation est fautive car on confond ici corrélation et causalité, souligne Jean-Claude Ameisen. Elle témoigne en plus d'une méconnaissance totale de l'épigénétique qui montre que l'environnement module la façon d'utiliser les gènes».

En d'autres termes, il n'y a pas, en la matière, d'approche scientifique hors contexte.

Une démarche qui incite à décroisonner, intégrer les sciences humaines et considérer davantage la souffrance des enfants dans une prise en charge globale considérant le milieu dans lequel ils vivent.

Le rapport français du panel de citoyens qui, fin 2005, a planché sur les usages neuro-

techniques, dans le cadre de l'opération européenne «Meeting of Minds» relève à propos du dépistage : «Il nous semble qu'il convient de ne pas accepter avec passivité l'extension des classifications. Il est de la responsabilité de chacun de rester vigilant quant à la mise en place de normes artificielles et abusives. L'exemple de l'hyperactivité (TDAH) est dans ce domaine significatif».

Conseiller de cette opération, impliquant 9 pays européens, le neurobiologiste britannique Steven Rose a décrit la forte augmentation des prescriptions de Ritaline (médicament à base d'amphétamines, préconisé pour calmer les enfants hyperactifs) qui sont passées, en Grande-Bretagne, de 2 000 en 1990 à 160 000 en 2003. Outre-Atlantique, ce sont près de 8 millions d'écoliers, de collégiens et de lycéens de 3 à 20 ans qui prennent aujourd'hui des antidépresseurs ou des calmants, notamment la Ritaline. De plus en plus, «les problèmes sont traités en administrant des médicaments», estime Steven Rose, dénonçant une tendance lourde à la «médicalisation des problèmes sociaux et à l'évaluation de toute responsabilité humaine».

«Maman, c'est la faute à mes neurones», titrait *Time* en juillet 2004. Summum de cette diversion : la firme Cyberlearning Technologies propose des jeux vidéo curatifs à destination des enfants hyperactifs ! «Une aberration pour des jeunes qui sont déjà victimes d'une trop grande excitation visuelle, dès lors qu'ils passent des heures devant leur télévision», souligne Yves Burnod, neurobiologiste à Paris VI. Ainsi, même si les chercheurs autorisent le recours à la Ritaline en «deuxième

intention», les pratiques actuelles révèlent une banalisation d'un produit qui crée une dépendance et induit souvent des troubles de l'appétit ou du sommeil. Cette banalisation est particulièrement marquée au Canada, le plus gros consommateur de Ritaline en 2000. Chez leurs voisins américains, les établissements scolaires pouvaient forcer les parents à faire traiter médicalement leurs enfants pour des problèmes de comportement en classe ou pour leurs résultats insuffisants. Mais fin 2004, un décret (le Prohibition on Mandatory Medication Amendment) a supprimé ce droit. Reste que la Commission américaine sur la santé mentale a recommandé l'an dernier au président Bush la mise en place d'un vaste programme de diagnostic psychologique de tous les enfants américains d'âge scolaire, de la maternelle au lycée.

En Europe, la polémique sur la définition, les critères, les causes et les solutions des troubles de comportement de l'enfant bat son plein, comme l'illustre le rapport houleux «Contrôler le diagnostic et le traitement des enfants hyperactifs en Europe» (mai 2002). Le Dr Fred Baughman, intervenant en qualité de neurologue, y déclare n'avoir trouvé aucune «validation du TDAH, ni dans la littérature médicale, ni dans la littérature scientifique». Rappelons que par TDAH, les scientifiques visent le déficit de l'attention associé à l'hyperactivité.

Le Dr Baughman va à l'essentiel lorsqu'il dénonce «le tout-puissant cartel psychiatrio-pharmaceutique», qui met en scène cette épidémie «en termes de «maladies du cerveau» dues à des «déséquilibres chimiques du cerveau».



Par Ammar Belhimer  
[ammarbelhimer@hotmail.com](mailto:ammarbelhimer@hotmail.com)

Si, Dieu merci, en Algérie, notre ami, le professeur Ridouh, et ceux qui lui succéderont dans l'immédiat, ne sont pas près de créditer ces thèses du moindre soupçon de scientifié, nos hommes politiques, par contre, sont enclins à suivre une voie, insuffisamment négociée, associant le bâton (le durcissement des peines répressives de la petite délinquance) à la carotte (un dispositif cultivant le mirage de la petite propriété) comme seule alternative au désarroi, à la colère et à la violence des jeunes. On aboutit ainsi à l'absence de vision macroéconomique cohérente et soutenue pour une économie sociale de marché dans une espèce de «self made man» sous pilotage bureaucratique, rentier et discrétionnaire dans lequel le mérite est plutôt associé à la proximité des sphères du pouvoir.

L'engouement pour le micro-crédit est évident parce que les ressources sont largement disponibles mais il reste sélectif et réservé au petit cercle fermé des enfants, mentalement sains, de la nomenclature.

A. B.

## REMERCIEMENTS

Son épouse, ses enfants, sa famille, parents et alliés, dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes qui ont compté à leur chagrin à la suite du rappel à Dieu de leur cher et regretté général Fouad Senhadji, les prient d'accepter leurs profonds remerciements et les informent que la veillée du troisième jour aura lieu le mardi 20 février 2007 au domicile du défunt sis au 14 rue Fantan, Bouzareah, Alger.

«بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ»

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## PAUVRE CULTURE !

«La gendarmerie saisit 3000 bouteilles d'alcool et de vin.»

Hogra !

C'est une réponse de la témoin Hamiani à une question de la juge Brahimi au procès Khalifa qui, à mes yeux, illustre le mieux l'état de déliquescence dans lequel on baigne et on marine depuis 45 ans. La magistrate demande à madame Hamiani comment elle s'est retrouvée à Khalifa, en charge du dossier de sélection des artistes devant prendre part à l'année de l'Algérie en France. Et la gentille dame Wahiba de répondre ceci : «Je travaillais dans le secteur des assurances lorsque j'ai reçu cette proposition. Je suis spécialiste dans le domaine des assurances, mais je trouvais que c'était plus intéressant de travailler dans le domaine de la culture.» Rien que cela ! La brave madame bossait sur des contrats d'assurance, sur des multirisques, sur des dossiers de sinistres, sur des expertises, sur des dégâts dus au feu ou aux inondations, sur le taux de remboursement d'une aile cabossée ou d'un pare-choc fendillé, et un jour, au saut du lit, au réveil, au sortir d'une nuit pleine de cauchemars de carambolages en série, bourrée de calculs compliqués sur les assurances vie et les contrats de

groupe, la gentille dame s'est regardée dans un miroir, et s'est dit sur un ton vachement... assuré : «Tiens ! Pourquoi pas ! Je laisse tomber les assurances et je vais devenir sélectionneuse et superviseuse d'artistes en tous genres.» Insoutenable légèreté de l'être ! Incroyable souplesse du monde algérien du travail ! Saisissante capacité de nos cadres à la flexibilité ! Le matin, le nez dans la «tous risques» et l'après-midi, le même nez plongé dans le cubisme, l'art naïf et le fusain. Le plus saisissant dans tout cela, c'est, me semble-t-il, l'aplomb des personnes qui font ce genre d'aveux. Elles donnent la très nette impression, à les entendre, que la «vie» les autorise à tout, leur valide l'accès à tout. C'est à peine si elles ne se déclarent pas scandalisées du fait de notre étonnement de les voir passer de la RC, la Risque Collision, à la présidence du jury de sélection de poètes et de peintres devant représenter l'Algérie. Excusez notre étonnement, madame ! Il est vrai que nous sommes d'un autre âge. Celui où l'on n'enfile pas la culture dans son dressing, au sortir d'une douche, comme on enfilait un joli chemisier ou un tailleur seyant. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Se faufiler dans les bouchons et se garer dans les endroits les plus étroits

Moi je dis... ATOS

A partir de 615.000DA TTC

HYUNDAI

www.hyundai.com